

Co-construire un dialogue éclairé pour une juste transformation

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (Afsa) est une plateforme continentale rassemblant différents acteurs de la société civile (organisations d'agriculteurs, réseaux africains d'ONG, mouvements de consommateurs... répartis dans 50 pays) qui promeut des solutions africaines pour les politiques de souveraineté alimentaire. Famara Diédhiou, chargé de programme Afrique de l'Ouest pour l'Afsa, échange ici avec Cheikh Oumar Ba, socio-anthropologue et directeur exécutif d'Ipar, think tank sur les politiques publiques dans le secteur agricole et rural en Afrique de l'Ouest. Ils évoquent les défis à surmonter et l'indispensable évolution du dialogue politique.



"Les think tanks ont essayé de créer un pont entre le monde académique et le monde politique, en se préoccupant de l'impact des politiques publiques sur les communautés et la société civile", avance Cheikh Oumar Ba, directeur exécutif de l'Ipar.

Ipar



"Nous avons besoin de liens de cohérence entre les ministres du Commerce, de l'Agriculture, de la Santé et de l'Environnement pour de réelles politiques alimentaires, défend Famara Diédhiou, chargé de programme Afrique de l'Ouest pour l'Afsa.

agrigrigitale.tg

Grain de sel: Comment définissez-vous vos rôles pour participer à la transformation des systèmes alimentaires ?

Cheikh Oumar Ba: Le plan stratégique de notre Think tank Ipar mentionne les systèmes alimentaires comme élément central de compréhension des dynamiques de développement agro-sylvo-pastorale et halieutique. Cette compréhension des systèmes alimentaires est devenue la clé pour, non seulement, pouvoir agir, mais aussi pour anticiper les futures crises éventuelles. La recherche n'est pas seulement celle qui produit des technologies. Nous inscrivons nos recherches dans un processus qui permet d'anticiper l'évolution de l'agriculture familiale et d'évaluer sa contribution dans des systèmes alimentaires plus résilients et plus durables. Il s'agit de produire sainement et de manière durable, ce qui implique de se préoccuper de la qualité de la production, et de la santé liée à cela, en prenant en compte le devenir démographique de la population africaine et les équilibres des écosystèmes. Il faut donc s'assurer que les habitudes alimentaires soient connectées aux besoins et à cette rapidité de transformation. Cela demande de notre part, chercheurs, une anticipation, une compréhension des dynamiques, une analyse fine et, surtout, des évidences à mobiliser auprès des politiques pour contribuer à l'amélioration des systèmes alimentaires. La mission d'Ipar est de mettre en avant des preuves scientifiques pour éclairer les décideurs politiques, afin que les données probantes soient intégrées dans leurs prises de décisions. Grâce à l'expertise de nos chercheurs, qui ont notamment intégré le Consortium international de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire, nos travaux répondent aux besoins des politiques nationales, sous-régionales et internationales.

Famara Diédhiou: L'Afrique vit un moment clé pour les systèmes alimentaires: le processus d'élaboration de l'agenda post-Malabo guidera la transformation agricole de l'Afrique au cours de la prochaine décennie. En 2003, l'engagement de Maputo du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) était d'augmenter la productivité agricole de 6 % et d'allouer 10 % du PIB à l'agriculture pour atteindre cette croissance de 6 %. Cet engagement a été suivi d'une stratégie décennale élaborée à Malabo par les dirigeants africains. Malheureusement, le continent reste largement en deçà des objectifs fixés pour 2025. Pour la future stratégie du PDDAA validée à Kampala, nous souhaitons rappeler aux dirigeants que l'implication active des agriculteurs et citoyens africains est indispensable, de sa conception à sa mise en œuvre, et nous proposons de mobiliser les parties prenantes pour qu'elles contribuent de manière constructive aux niveaux national, régional et continental. Avec Afsa, organisation continentale, nous unissons nos efforts en matière de plaidoyer, de recherche et de création de mouvements pour une stratégie de communication unifiée qui permettent de plaider en faveur de changements politiques favorables à l'agroécologie et à la souveraineté alimentaire, et l'Union africaine est notre interlocutrice principale.

GDS: Comment créer les conditions favorables d'un dialogue inclusif entre organisations paysannes, organisations de la société civile, monde de la recherche, secteur privé et politiques ?

Cheikh Oumar Ba: Une fois qu'on a mis en place des évidences scientifiques, le renforcement de capacités est une étape décisive pour permettre d'engager le dialogue.

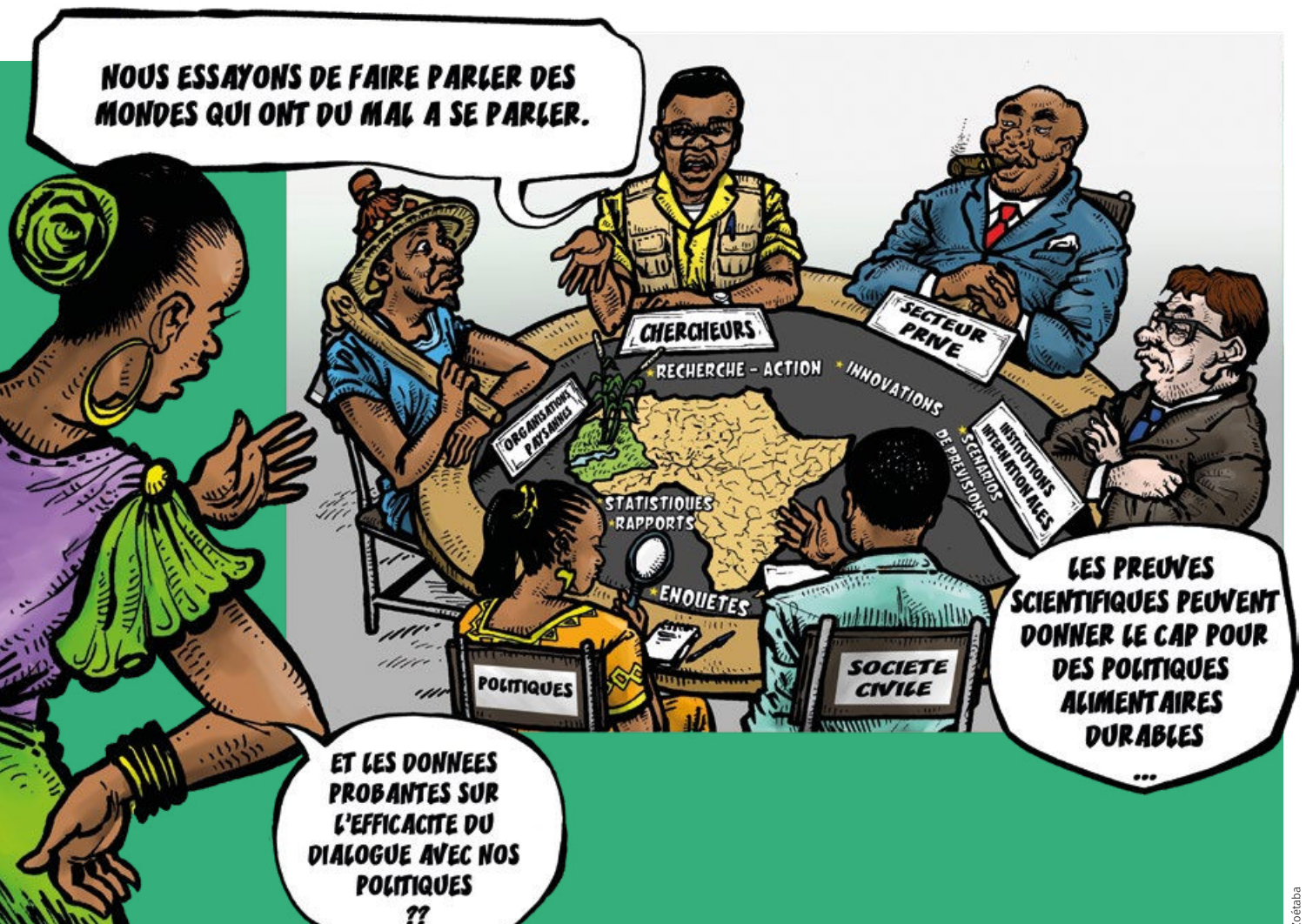
Toutes les parties prenantes sont rarement au même niveau d'informations. Or, les organisations paysannes et les consommateurs ont besoin des mêmes données pour argumenter contre les orientations politiques qui ne leur sont pas favorables. Renforcer leurs capacités sur cet aspect permet d'engager un dialogue inclusif entre toutes les catégories d'acteurs afin que ce dialogue soit le plus objectif possible, et puisse inviter les politiques à prendre des décisions qui soient impactantes et efficaces par rapport aux ressources financières à mobiliser. Certaines évidences scientifiques, quand elles sont produites de manière irréprochable, peuvent être imparables, comme les analyses de l'économie politique qui démontrent le coût de l'inefficacité ou le coût de l'inaction (ce qu'on gagne ou ce qu'on perd, en ne prenant pas les bonnes décisions). Nous essayons de créer les conditions d'un dialogue éclairé et productif qui permette de produire des résultats dont l'impact est positif pour l'ensemble des communautés et des popu-

"AFSA UNIT SES EFFORTS EN MATIÈRE DE PLAIDOYER, DE RECHERCHE ET DE CRÉATION DE MOUVEMENTS POUR PLAIDER EN FAVEUR DE CHANGEMENTS POLITIQUES FAVORABLES."

lations. Les think tanks ont essayé de créer un pont entre le monde académique et le monde politique, en se préoccupant de l'impact des politiques publiques sur les communautés et la société civile. Le secteur privé commence d'ailleurs lui aussi à comprendre qu'il gagnerait, économiquement, à prendre en compte le point de vue des chercheurs.

Famara Diédhiou: Le niveau de conscience sur notre manière de produire et de consommer, tout comme le niveau du débat sur ces

questions a profondément changé. Qui-conque doit formuler de nouvelles politiques en lien avec l'alimentation a presque l'obligation de prendre en compte ce niveau de conscience des populations, qui peuvent désormais, à tout moment, interpellier ces décisions politiques. Nous sommes arrivés à un moment où la connaissance est partout, ce qui donne la capacité de pointer du doigt les faiblesses ou les risques des orientations données. Pour autant, les citoyens, la société civile et l'État ne sont pas en guerre:



nous sommes dans des dialogues. L'intérêt n'est pas forcément de gagner le débat, mais d'avoir un progrès harmonieux sur la base de nos convictions.

GDS: Quels sont les enjeux phares pour l'avenir des systèmes alimentaires?

Famara Diédhiou: Une des premières choses, c'est de se rendre compte qu'au niveau de certains pays, il n'y a carrément pas de politique alimentaire qui intègre de manière cohérente les questions de santé, les questions agricoles, les questions de commercialisation, etc. On a seulement des programmes agricoles. Nous avons besoin de liens de cohérence entre les ministres du Commerce, de l'Agriculture, de la Santé et de l'Environnement. Le ministre de l'Agriculture ne peut pas augmenter une production si, au même moment, le ministre du Commerce augmente les importations de cette même production. Nous ne pouvons pas travailler avec un ministère pour promouvoir les semences paysannes locales si, au même moment, un autre fait la promotion des OGM!

Le programme détaillé de développement de l'agriculture africaine, probablement influencé par des intérêts extérieurs non africains, s'est focalisé sur un nombre limité de cultures, un nombre limité de formes de fertilisation, etc. Il évoque la sécurité alimentaire, et non la souveraineté alimentaire. Après avoir incité les agriculteurs à utiliser un nombre très limité de semences, dites à haut rendement, la malnutrition a augmenté dans nos pays. Après avoir beaucoup travaillé sur la qualité des semences, nous souhaitons que la recherche se mobilise encore plus sur la santé et la fertilité des sols pour la production de certaines céréales et la diversification de certaines cultures.

Je pense par exemple au mil, qui est une céréale noble dans notre zone. La recherche devrait accompagner les communautés et les États à faire du mil irrigué. Il est très fréquent de voir sur le marché sénégalais de l'arachide irriguée, qui permet à tout moment d'avoir de l'arachide fraîche. On aimerait comprendre comment développer du mil irrigué et ainsi augmenter les surfaces cultivées et mieux anticiper les changements climatiques: dans certaines zones, les productions sont en train de baisser drastiquement, le mil barbu est devenu presque impossible à cultiver dans la zone de Casamance, alors que c'était la variété prédominante. Nous avons besoin de la recherche pour répondre à ce type d'enjeux, qui in fine donne des conseils, des orientations et des preuves matérielles de ce qui se passe sur le terrain. Après, il appartient aux usagers de

s'approprier ces résultats, et c'est un grand défi qui ne pourra fonctionner que si l'État et ses ministères nous accompagnent convenablement pour des changements d'échelle des pratiques durables avec un minimum de garanties. Les populations vulnérables ne pourront jamais franchir seules le pas du changement d'échelle.

"LA GRANDE QUESTION, C'EST COMMENT ASSURER UN BON SUIVI POUR QUE LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES SOIENT RÉGIS DE MANIÈRE COHÉRENTE, ET GOUVERNÉS DE MANIÈRE CONSENSUELLE ET INCLUSIVE."

Cheikh Oumar Ba: Nous travaillons notamment sur les processus d'accès à la terre, qui sont souvent des contraintes majeures dans les systèmes alimentaires, surtout en termes de contributions du secteur privé. Il y a des conflits liés d'accaparement de terres, des conflits liés au contrôle des ressources. On s'est rendu compte que, de plus en plus, certaines transactions foncières ne permettaient pas à l'investisseur de prendre possession des terres achetées, car certaines communautés s'y opposent. Ce que nous essayons de faire, c'est de réfléchir aux processus pouvant être inclusifs et pouvant être acceptés par toutes les parties pour qu'on ne remette pas en cause la base productive, qui est essentielle à des systèmes alimentaires durables. Les systèmes alimentaires durables ont besoin d'être adossés à des bases productives maîtrisées et durables. L'exploitation des ressources doit être durable. Du coup, nous essayons de faire parler des mondes qui ont du mal à se parler.

Les acteurs nous perçoivent comme des institutions impartiales, car nous ne défendons aucun intérêt particulier. Notre neutralité fonde notre autorité sur le sujet. Nous devons être une institution capable de fournir des preuves objectives sans prendre parti. Sur la base des résultats de ces évidences,

nous essayons de travailler avec toutes les catégories pour que chacun puisse comprendre les mécanismes et trouver des consensus qui permettent d'aller de l'avant. Il y a un vrai besoin de créer une confiance entre les décideurs politiques, les producteurs, mais aussi ceux qui sont dans la régulation, la transformation ou l'utilisation des résultats produits. Cet écosystème à renforcer montre que chaque acteur a un rôle à jouer. La grande question, c'est comment assurer un bon suivi pour que les systèmes alimentaires soient régis de manière cohérente, et gouvernés de manière consensuelle et inclusive.

GDS: La recherche reste dépendante de ses financements, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Comment garantir une souveraineté des données?

Cheikh Oumar Ba: Effectivement, il n'y a pas de souveraineté si on n'est pas capable de maîtriser son propre financement. Il est essentiel que les politiques nationales démontrent leur engagement en mobilisant les ressources à leur disposition, qu'il s'agisse de ressources humaines, financières ou autres. Il y a aussi cet appel à ce que chacun puisse contribuer: c'est ce que les autorités du Sénégal appellent aujourd'hui le "financement endogène" afin de réduire la dépendance à l'aide étrangère. La question est de savoir comment inciter les organisations professionnelles à reconnaître l'importance de prélèvements sur les filières, pour financer le conseil, la recherche et les services liés à la production, à la transformation, à la commercialisation et même à la consommation de ces produits. C'est pourquoi il est nécessaire de créer des ponts entre les différents maillons de la chaîne. ■

Propos recueillis par Émilie Langlade

EN SAVOIR PLUS :

Ipar, Plan stratégique 2024-2028
Lever le voile : l'influence de l'Agra (Alliance pour une révolution verte en Afrique) sur les politiques agricoles de l'Afrique. Étude d'investigation menée par Afsa au Kenya et en Zambie, août 2024.